

## TRANSITION ECOLOGIQUE : ET SI ON S'Y METTAIT ? Le temps des (vrais) choix

Dominique Lévêque  
19-11-2020

Rien n'est facile en ce moment. C'est même frustrant, âpre et parfois rugueux.

Il faut faire avec la crise pandémique, ainsi que ses conséquences économiques et sociales, mais aussi avec le dérèglement climatique qui ne connaît pas de mise entre parenthèses : il prospère sans digues sérieuses et durables pour l'instant.

**La question pour le PRé reste entière : comment concilier la lutte pour une économie décarbonée et le souci d'une croissance sociale ?**

Et si en France, comme dans d'autres pays, on commençait déjà par se hisser à la hauteur de *l'Accord de Paris* sur le Climat ?

Si on se contraignait à respecter nos propres engagements en matière de réduction des gaz à effets de serre ?

La politique des petits pas n'est plus adaptée, les promesses ne suffisent plus, il faut passer pleinement aux actes, sans baisser en ambition, sans dévier d'un bon rythme et sans différer outre mesure. Il n'est pas interdit de penser que la France et l'Europe, qui ont essayé d'être des leaders de substitution en la matière pendant la période Trump, réussissent à dimensionner leurs ambitions et les attentes des populations, et qu'un espace se dégage pour un nouveau projet de société qui libère l'espérance en même temps que de nouveaux enthousiasmes.

L'ambition du PRé, année après année, est intacte, même si passablement contrariée par l'actualité qui encourage les atermoiements, parfois par excès de précaution, par peur de dire les choses, souvent par manque réelle de volonté : elle s'ancre dans ce que nous avons appelé lors de notre création en 2010 une *écologie des solutions*. Nous persistons à soutenir que l'écologie est un défi, une opportunité, qu'elle est la clef d'une prospérité future.

Cependant que nous sommes confrontés à de multiples défis : des conflits, des tumultes persistants de l'Orient à l'Afrique, la raréfaction des matières premières, la pénurie croissante de l'eau, l'évolution démographique, la menace grandissante des risques sanitaires, pandémiques, produisant plus d'inégalités.

À l'échelle mondiale, il est estimé que la dégradation de la qualité de l'eau a déjà réduit la « biodiversité » d'un tiers dans les cours d'eau, les lacs et les zones humides. L'augmentation du nombre de catastrophes naturelles comme les tempêtes, les cyclones ou les inondations devient récurrente année après année, frappant davantage les populations les plus exposées, les plus démunies, les moins préparées, et souvent celles qui polluent le moins.

1,4 milliard de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'eau potable. Aux quatre coins du monde, des millions de personnes, en particulier des femmes et des enfants, passent une grande partie de leurs journées à la recherche de « l'or bleu ». C'est non seulement du temps qu'ils ne pourront consacrer à leur famille ou qu'ils ne pourront passer à l'école, mais sans un approvisionnement régulier en eau, la maladie, l'infection, parfois la mort, les guettent.

La tension est énorme entre cette réalité et le fait qu'en même temps l'idée d'égalité, comme un horizon de sens commun, progresse à l'échelle d'un monde qui semble se déglobaliser.

Nous persistons à penser qu'une vision et un programme d'actions écologiques sont capables d'apporter des solutions durables à ces nouveaux défis mondiaux. Il suffit de rabâcher qu'une « nouvelle » ou une « autre » croissance est possible qui se fonderait sur la transition écologique & énergétique, c'est-à-dire sur un changement radical de nos manières de produire et de consommer, il faut dire en quoi, comment et s'y engager réellement, le prouver. Cela commence à faire en sorte que le prix de l'énergie reflète les vrais coûts environnementaux et c'est pourquoi il convient de ménager une fiscalité incitative qui pousse les entreprises et les particuliers à faire les bons investissements, tout en conciliant les deux objectifs impératifs en la matière : équité et efficacité. Sans se bercer des illusions de la « décroissance », et en ne craignant pas d'être audacieux sur la vision de l'après et les investissements à réaliser malgré ou plutôt à la faveur de la montée de la dette publique liée à la crise sanitaire, alors que les taux sont négatifs et que les charges d'intérêt décroissent.

Transitionnons l'économie et mettons en place un *Green new deal* d'envergure pour faire face aux multiples aspects de la crise actuelle, sans se contenter paresseusement de remettre au centre la taxe carbone, mais d'articuler cette nouvelle donne autour de la création d'emplois et d'un programme de relance, mais aussi de métamorphoses économiques et sociales partagées. L'écologie a aujourd'hui dépassé le stade du simple constat des carences de la gouvernance mondiale. La résistance des lobbies ne doit pas être un frein à l'action. Au contraire, sur le chemin de l'écologie, il convient de saisir toutes les opportunités, y compris en termes de gisement de nombreux nouveaux emplois. L'une des premières mesures à traduire en actes pleinement, la rénovation thermique des bâtiments, publics et privés, susceptible de donner un visage à la transition écologique & énergétique, permettrait de créer entre 500 000 et 1 million d'emplois en quelques années, en plus de renouveler au passage le paysage de nos villes, de diminuer notre dépendance au pétrole et de contribuer à réduire le déficit de la balance commerciale de la France.

## En finir avec la procrastination

### Passer de l'incantation à l'action

Mais pourquoi tant de retard à promouvoir des énergies substituables et renouvelables qui permettront à la fois de diminuer les émissions de CO2 et de lutter contre la précarité énergétique à venir ? Pourquoi par exemple aujourd'hui encore, il est des pays, et non des moindres, qui ne sont toujours pas sur la trajectoire d'un arrêt de centrales à charbon ? Pourquoi en est-il même qui se mettent à produire encore plus de charbon ? Pourquoi les investissements dans les centrales à charbon (dont il est admis qu'elles sont très polluantes) se poursuivent dans le monde et particulièrement en Chine, alors que plusieurs études soulignent le manque de compétitivité des centrales à charbon existantes dans le monde, en construction ou en projet, face aux nouvelles capacités renouvelables en solaire et en éolien. D'après une étude du think tank Carbon Tracker International, la plupart des centrales à charbon existantes affichent déjà des coûts de production d'électricité supérieurs à ceux des nouvelles installations renouvelables (95 % en Allemagne, 70 % en Chine, et environ la moitié en Australie, en Inde et aux États-Unis).

En France, nous sommes de plus en plus nombreux à savoir ce qu'il en est, notamment depuis le *Grenelle de l'Environnement* de 2007. En réalité, les choses sont sur la table depuis longtemps et ne sont guère plus contestées. Depuis les années 90. Et bien avant : un rapport commandité par Jacques Chaban-Delmas en 1970 évoquait déjà les enjeux et la littérature écologiste des années 60 militante et/ou savante ne manque pas qui abordait déjà la question de la qualité de l'air, des pesticides, de la déforestation, de la « biodiversité », et interrogeait déjà le modèle de production de nos sociétés.

Notre ami **Thierry Libaert**, à la faveur de la rédaction de son dernier ouvrage (1), en a même trouvé traces en 1952 ! Dans un ouvrage manifeste (2) du botaniste **Roger Heim**, président de l'Académie des Sciences, membre de l'Institut, ancien directeur du Muséum national d'histoire naturelle, président de l'Amicale des déportés de Mauthausen (décédé en 1979).



**Roger Heim à côté d'une pierre-champignon du Mexique (1973) / Bibliothèque de botanique du Muséum Nationale d'histoire naturelle•  
Crédits : Laurent Paulré - Radio France**

En communication de crise, il est souvent dit qu'il faut prêter une extrême attention aux *signaux faibles*. En matière environnementale, les signaux sont pour la plupart tous allumés, et pourtant les actes sont loin d'être tous à la hauteur des enjeux. Ce qui nous fait penser qu'il y a peut-être un problème dans la manière avec laquelle ces grands enjeux ont été communiqués aux populations. Notre sentiment premier est que **nous avons collectivement trop eu tendance à considérer que la dégradation de la « planète » était un sujet « environnemental » et cela a conduit à cataloguer la défense de l'environnement dans une sphère de militantisme strictement écologiste et à l'éloigner d'autant des préoccupations du plus grand nombre**. Le fait est qu'un sujet comme **le dérèglement climatique est d'abord un problème de santé publique** avec les vagues de canicule ou de grand froid, la montée des eaux des océans, la pollution de l'air, l'extension des maladies tropicales, les maladies transmises par les moustiques, la sous-nutrition, etc. C'est aussi un **problème géopolitique** avec l'accélération des migrations en raison de l'augmentation des événements climatiques extrêmes et des perspectives en la matière on ne peut plus alarmistes, également un problème militaire si l'on veut bien considérer les conflits hautement probables qui risquent d'apparaître pour l'accès à de nouveaux territoires. Et c'est dans le même temps un **problème économique et social**.

Alors, comment faire pour sensibiliser ?

Et éviter de poursuivre dans les erreurs de communication que l'on ne peut que constater quand elle se révèle anxiogène, culpabilisante, voire contre-productive. Il a été mésestimé que c'est un sujet à considérer sous au moins deux angles : **sous un angle sociologique** quand on réalise que les citoyens sont plutôt responsables, globalement contre le gaspillage, mais que les consommateurs qu'ils sont aussi sont beaucoup plus opportunistes, qu'ils ont du mal à réguler leurs désirs de consommation. Egalement, si l'on veut bien admettre que les personnes les plus sensibilisées à la cause environnementale sont aussi celles qui génèrent l'impact environnemental le plus élevé. Cela semble paradoxal, mais c'est assez facile à expliquer et une enquête récente du Credoc (3) en démontre bien le mécanisme : notre impact environnemental est très lié à notre capital économique et culturel. Sociologiquement, la sensibilité environnementale élevée se retrouve majoritairement chez les plus diplômés. Ceux-ci sont clairement en avance au niveau de la pratique d'un mode de vie éco-responsable, ils préfèrent prendre une douche plutôt qu'un bain, réduisent la consommation de viande, recyclent leurs emballages, achètent bio, font réparer leurs appareils en panne, mais l'aller-retour annuel au temple d'Angkor, au Machu Picchu ou aux Seychelles, les virées à Dublin, Lisbonne ou à Rome, les escapades en Islande ou en Amérique du Nord ont tôt fait de réduire à néant en termes d'impact global l'ensemble des petits efforts quotidiens, surtout si l'on y ajoute l'achat des derniers modèles de smartphone, de tablette ou d'enceinte connectée, ou encore la frénésie d'achats via Amazon qui ne participe pas vraiment à la « neutralité carbone » et dont les cartons d'emballage encombrant les poubelles qui n'y suffisent plus...



Défilé de jeunes / marche du climat à Bordeaux, mars 2019.  
Sud-Ouest © Crédit photo : Thierry David

Egalement **sous un angle psychologique** : la réalité psychologique est que la peur paralyse, alors que l'espoir mobilise. Toutes les études disponibles mettent en évidence cet effet inhibiteur de la peur qui peut même entraîner un effet boomerang : si la situation laisse aussi peu d'espoir, à quoi bon s'engager dans des efforts d'éco-responsabilité ? C'est d'ailleurs un des grands dangers du discours de la collapsologie.

La seule nuance permettant à un message alarmiste d'être performant est de l'accompagner d'indications relatives à l'efficacité de l'action individuelle. Si l'on contrebalance le message d'alerte par un message basé sur la responsabilité et la capacité d'action de chacun, le message peut produire des effets, à défaut la peur peut attirer l'attention sur une question mais n'entraîne aucune modification du comportement.

**En matière de transition écologique & énergétique, on a trop longtemps cru qu'il suffisait d'informer pour transformer les comportements. Informer n'est pas communiquer et il ne suffit pas de transmettre une information pour modifier des habitudes. Informer est une étape certes nécessaire mais insuffisante, d'autres modalités de communication sont nécessaires pour le passage à l'action.**

**Aussi, sans doute faut-il commencer par réorienter l'objectif pour renforcer le degré d'acceptabilité et d'implication active dans la population : l'objectif est d'envisager, et de le donner à voir, un futur où l'énergie sera plus propre, l'air et l'eau plus purs, le mode de vie moins stressant, les produits plus sains.**

**La lutte contre le dérèglement climatique apparaîtra alors pour ce qu'elle n'aurait jamais cessé d'être : non pas un objectif civilisationnel qui serait délivré aux Hommes, mais un simple moyen.**

**Il convient aussi de mieux cibler : en répétant urbi et orbi qu'il faut « combattre les gaz à effet de serre », comme le font trop souvent et trop exclusivement les campagnes de communication officielle, on se trompe d'ennemis.**

Le premier semestre 2020 fut le plus chaud que nous ayons connu et la période estivale fut marquée par des records de températures, les incendies de forêt dépassèrent en intensité tout ce que nous avons connu. Les tempêtes et inondations rythment désormais notre actualité médiatique. Un temps dissimulée par l'expansion de la Covid-19, la menace climatique ressurgit et le gouvernement doit désormais trancher sur les 146 propositions émises par la *Convention citoyenne sur le Climat*. **Depuis plus de trente ans, les scientifiques du Groupement Intergouvernemental des Experts pour le Climat (GIEC) nous alertent sur le risque climatique lié à nos modes de vie, et pourtant, l'ensemble des signaux d'alerte est désormais allumé. Et malgré l'ensemble des campagnes de sensibilisation, nos comportements évoluent peu. Il est temps de nous interroger sur les raisons de ce blocage.**

**De nombreuses illusions règnent dans le domaine de la sensibilisation au dérèglement climatique.**

Trois peuvent être ici signalées. D'abord, il faut se défier des sondages ponctuels indiquant une préoccupation environnementale au plus haut, ou savoir prendre de la distance vis-à-vis d'événements d'actualité comme la *Convention citoyenne pour le Climat* présentée comme un tournant de la société civile pour une consommation plus responsable. La réalité est que, du tri des déchets à l'extinction des appareils en veille, de l'utilisation des transports en commun à l'achat d'aliments de saison, comme l'a bien repéré l'ADEME, « *Depuis 2006, la tendance est plutôt à la baisse ou à la stagnation sur un ensemble des gestes vertueux en matière de climat.* »

**La deuxième illusion** porte sur l'idéal salvateur qu'incarne la jeunesse. Des *marches pour le climat* aux différentes initiatives lycéennes ou étudiantes, partout les jeunes sont présentés comme les nouveaux sauveurs. Hautement responsabilisés, ils constitueraient les nouvelles légions du combat climatique. Là aussi, cela mérite d'y regarder de plus près, car le constat révèle que derrière quelques étudiants fortement mobilisés, souvent issus de grandes écoles, la majorité de notre jeunesse reste fortement adepte d'un mode de vie carbonée, des voyages aériens à la fast-fashion en passant par le streaming, et que les 18-24 ans ne se démarquent aucunement en matière de préoccupation environnementale, et ne comptons pas trop sur leur engagement politique, puisqu'ils sont de loin les plus abstentionnistes, avec notamment, rappelons-le, un score de 72 % d'abstention pour les 18-34 ans aux dernières élections municipales, loin devant toutes les autres catégories d'âge.

**La troisième illusion** qu'il convient de dissiper porte sur les éco-gestes qui symbolisent à eux seuls la prise de conscience citoyenne. Prendre une douche au lieu d'un bain, réduire sa consommation de viande, éteindre la lumière en sortant, déconnecter sa *box*, fermer le robinet pendant le lavage des dents, le devoir civique se dédouble d'un devoir d'éco-responsabilité de nos attitudes. L'incantation est parfaitement illustrée par Régis Debray : « Au « *Ah, ça ira ! Ça ira !* » succède le « *Ah, ça triera, ça triera* » (4). Force est de reconnaître que l'hypothèse sur laquelle reposait l'objectif des éco-gestes n'a pas fonctionné. L'idée d'amener chacun sur une trajectoire vertueuse par petits efforts successifs s'est rapidement heurtée au désir de supprimer tout ce qui pouvait apparaître trop contraignant.

Tout cela interroge beaucoup nos manières de communiquer, à commencer par celle des pouvoirs publics, nos manières de sensibiliser au dérèglement climatique. En la matière, **trois erreurs ont été commises**. On a d'abord pensé que les individus étaient réellement soucieux de la cause environnementale juste parce qu'ils le disaient. On a ensuite pensé que l'information était le levier essentiel des mobilisations, et on a enfin été persuadé que si les citoyens étaient réellement soucieux des questions écologiques, cela entraînerait un changement de comportement.

## De l'importance des mots : changer de discours

**Il est plus qu'urgent d'arrêter de fixer des objectifs lointains, de déclarer qu'il nous reste trois ans pour atteindre la « neutralité carbone » en 2050 et viser les « deux degrés » en 2100, il faut stopper la communication fondée sur des données strictement quantitatives, la communication distanciée reposant sur la sempiternelle image de l'ours polaire sur son morceau de banquise, il faut arrêter la communication qui évoque l'alourdissement des contraintes et la diminution des plaisirs.**

**A l'inverse, il est nécessaire de communiquer sur le ravage des reports incessants de nos actions, et surtout de réorienter notre objectif.**

**Le combat actuel contre le dérèglement climatique n'est pas le bon. Il n'est plus temps d'informer sur le risque climatique, mais de nous concentrer sur le modèle de société acceptable, possiblement désirable par les populations ; mettre l'accent sur une meilleure qualité de vie, un air plus pur, une eau moins polluée, une énergie « propre », des produits plus sains, un mode de vie moins stressant.**

**Comme de donner à voir ce à quoi pourrait ressembler une société plus sobre : on parle de plus en plus de sobriété énergétique, mais personne, aucun dirigeant politique jusqu'à maintenant ne s'est aventuré à la définir précisément, à dessiner concrètement les évolutions nécessaires, voire le changement « radical » de nos modes de vie que cela impliquerait. Encore moins à identifier le ou les degrés de sobriété possible et acceptable pour l'humanité. Pas davantage à évoquer les contraintes et/ou les interdictions que cela pourrait induire. On agite des mots, mais on ne dit rien. On ne restitue rien de précis aux opinions publiques des scénarii élaborés par exemple en France par le réseau RTE sur les évolutions possibles (mix nucléaire/renouvelables, 100 % renouvelables...) de notre système de production électrique pour les trente années à venir. Alors que la France consommera à l'évidence plus d'électricité en 2050 qu'en 2020.**

**Il est grand temps que la lutte contre le dérèglement climatique apparaisse pour ce qu'elle doit être : un moyen.**

*Si nous considérons que notre ennemi s'appelle CO2, comment s'étonner que la mobilisation soit si faible. Arrêtons de mettre la neutralité carbone au frontispice de l'avenir radieux de notre humanité. La communication classique telle qu'elle se pratique actuellement est linéaire, descendante, contraignante, incantatoire, lointaine, alarmiste et technique. Thierry Libaert enfonce à juste titre le clou : « D'année en année, la lutte contre le dérèglement climatique est passée de considérations géopolitiques générales, d'objectifs globaux jamais atteints, à la responsabilisation de chacun, à des écogestes du quotidien qui nous ont rendus plus acteurs de la mobilisation. Pourtant, rien ne change. Pire : l'idée de développement durable a laissé place à celle d'effondrement ! Si le tableau s'est assombri, c'est que nous avons pris conscience que rien ne serait réellement possible si nous ne changions pas notre imaginaire, nos perceptions, nos croyances.*

*La communication sur le dérèglement climatique, et plus globalement sur la transition écologique, est linéaire, descendante, purement informationnelle, incantatoire, lointaine, technique et alarmiste. Et l'on s'étonne qu'elle ne parvienne pas à mobiliser!*

*Fini les temps des injonctions qui ne servent qu'à valoriser leurs auteurs. C'est tout un modèle qu'il faut réinventer, à commencer par notre façon d'en parler... »*

Nous ne pourrions pas davantage espérer résoudre le problème du dérèglement climatique si nous ne sommes pas capables de le nommer correctement et d'utiliser un vocabulaire adapté. Nous utilisons par exemple trop souvent le terme de « réchauffement » qui est à proscrire parce qu'il passe à côté de la réalité du problème. La gravité de celui-ci réside d'abord dans des événements météorologiques extrêmes. Dans l'absolu, le fait d'accroître d'ici à la

fin du siècle la température de 2 à 3 degrés ne peut faire réagir personne. De la même manière, il n'est pas plus heureux d'utiliser le terme de « changement » climatique parce que le changement nous apparaît en lui-même comme un phénomène constitutif de nos sociétés.

En Angleterre, le journal *The Guardian* a procédé à un changement de dénomination en la matière, il évoque plutôt « la crise climatique », « l'urgence », voire la « surchauffe climatique ». En anglais, on peut également remplacer « Global warning » par « Global heating » qui évoque davantage un phénomène provoqué techniquement.

Mais le travail sur les termes n'est pas propre au dérèglement climatique, l'ancien vice-président du GIEC, le climatologue **Jean-Pascal van Ypersele**, celui qui a permis au GIEC de se doter d'une stratégie de communication, ne parle plus de « climato-sceptiques », puisque selon lui, le scepticisme est consubstantiel à la démarche scientifique.

Il évoque de préférence « les négateurs de la science du climat ».



**De la communication scientifique aux fake news: la crise du coronavirus comme exercice avant la crise climatique**  
(Cf. le webinaire sur « la communication scientifique et politique, les fake news/la désinformation, le rôle des médias, l'acquisition d'informations et le rejet de la connaissance ». du mardi 10 novembre 2020 | sous la direction du Prof. Jean-Pascal van Ypersele (UCLouvain))

L'expression « effet de serre » nous renvoie à la perception d'une serre, c'est-à-dire d'un lieu parfaitement sous contrôle, plutôt harmonieux, propice à la production de végétaux et où règne une température constante.

Alors que la réalité des conséquences du dérèglement est très éloignée de cette image.

De même, en matière « d'érosion de la biodiversité », expression qu'il serait préférable de remplacer par sa réalité immédiate, la disparition des espèces animales et végétales, nous pensons qu'il faut arrêter d'employer un jargon technique, peu susceptible de faire comprendre réellement les enjeux, en parlant de « stocks de poissons », mais évoquer plutôt les populations de poissons. La notion de « stock » n'est vraiment pas propice à une conscientisation émotionnelle forte.

**On ne va pas dire le contraire : le moment actuel est lourd en termes de gestion de crises, tant il faut savoir décider sans trop de retard à l'allumage. Encore faut-il décider. Tant aussi les Français, comme les autres peuples du monde ont besoin que l'on se soucie d'eux. Tant il faudrait également que la société se convertisse à une logique d'anticipation sans en rester à la seule logique de réparation. Ce qui est en jeu, c'est ni plus ni moins la détermination et les preuves de cette détermination sur tous les volets de la Transition écologique. C'est sans doute aussi le moment propice pour se convertir pleinement à une réelle culture d'évaluation des politiques publiques et ne pas en rester à de la prospective.**

L'idée avance en France depuis les années 80 où quelques francs-tireurs se risquaient à en populariser l'idée.

En matière environnementale, il n'est plus incongru ou jugé superflu de faire de l'évaluation. Ainsi, il est de plus en plus acquis que s'engager dans une perspective de production et de consommation durables nécessite d'évaluer l'impact environnemental des biens et services, en prenant en compte l'ensemble de leur cycle de vie : production, utilisation, élimination. En évitant de se limiter à des approches trop parcellaires ou en veillant qu'en cherchant à diminuer les impacts sur un aspect de tel ou tel produit, les modifications apportées n'entraînent pas d'autres impacts par ailleurs. D'où la nécessité de s'assurer de la pertinence globale de ces modifications.

Mais qu'en est-il des décisions de l'Etat ou du législateur ? Evaluer ainsi les politiques publiques en faveur de la transition écologique & énergétique pourrait être un exercice pratique profitable. Comme de se poser collectivement la question de savoir le sens que cela a d'être vertueux à l'intérieur de nos frontières, qu'elles soient hexagonales ou européennes, si l'on continue par exemple à subventionner les énergies fossiles à l'étranger ?

**Evaluer est aussi un exercice démocratique.**

Voilà un sujet pour la prochaine COP - Conférence des Parties sur le climat ! Et pour les prochaines campagnes électorales en Europe, à commencer par celles au Portugal, aux Pays-Bas et en Allemagne en 2021, en Italie et en France en 2022, y compris lorsque celle-ci prendra le 1er janvier 2022 la présidence tournante de l'Union européenne.

- (1) *Des Vents porteurs. Comment mobiliser (enfin) pour la planète*, Thierry Libaert (Editions Le Pommier. Septembre 2020). <https://www.pourunerepubliqueecologique.org/2020/09/15/la-planete-brule-par-thierry-libaert-universitaire-membre-du-conseil-scientifique-et-du-conseil-des-membres-du-pré/>  
Thierry Libaert, professeur des universités, auteur d'une trentaine d'ouvrages, président de l'Académie des controverses et de la communication sensible, membre du conseil scientifique de la Fondation Nicolas Hulot, du Earth & Life Institute et du CES européen. Il est l'auteur du premier texte européen sur la lutte contre l'obsolescence programmée.  
Il est particulièrement investi sur les nouvelles modalités économiques de la transition écologique. Il a auparavant été négociateur lors du Grenelle de l'Environnement (Commission Gouvernance, 2007). Missionné en 2018 par le ministre de la transition écologique pour un rapport sur la durabilité des produits, rapport remis en janvier 2019, il a été (septembre 2019) chargé d'une nouvelle mission relative à la compatibilité du modèle publicitaire face aux enjeux de la transition écologique.  
Thierry Libaert a aussi publié sur cette question *Communication et Environnement, le pacte impossible* (Presses Universitaires de France, 2010), *La communication verte. L'écologie au service de l'entreprise* (Editions Liaisons, 1992. Médaille de l'Académie des Sciences Commerciales).  
Thierry Libaert est membre du conseil et du conseil scientifique du PRé.
- (2) *Destruction et protection de la nature*, Roger Heim (1900-1979), Manifeste important dans lequel il s'évertue à sensibiliser le public à la fragilité de la vie, à la dégradation des milieux, et au désordre des relations entre les hommes et la planète.
- (3) « Consommation durable : l'engagement de façade des classes supérieures », Credoc, *Consommation et modes de vie* – Mars 2019
- (4) *Le siècle vert*, Régis Debray (Gallimard, coll Tracts, 2020)